

GILLES KEPEL

Professeur à Sciences Po, auteur notamment de "Quatre-vingt-treize" (Gallimard, 2012) et de "Passion arabe. Journal, 2011-2013" (Gallimard, 2013)

Existe-il un vote musulman ?

DÉCRYPTAGE Certains commentateurs, à gauche notamment, ont pointé un basculement du vote musulman lors des dernières élections municipales. Ce phénomène est-il récent et assiste-t-on à une réorientation politique des Français arabes ? Nous avons interrogé le politologue Gilles Kepel, dont le dernier livre décortique les législatives de 2012 à Marseille et à Roubaix.

Propos recueillis par Sabrina Kassa

Les dernières élections municipales ont montré que le vote des quartiers populaires n'était plus acquis à la gauche, comment l'expliquez-vous ? D'ailleurs, peut-on parler de vote musulman ?

Dans la tradition laïque française en général, on est toujours réticent à parler d'un vote confessionnel, car on préfère considérer que seuls les enjeux de classe sociale jouent. La première occurrence de ce que l'on a appelé un vote musulman s'est manifestée au ramadan de 2013, à l'occasion de plusieurs sondages sur les électeurs se définissant comme musulmans. On s'est rendu compte que cet électorat était le plus hollandais toutes catégories confondues de France, avec 86 % à 90 %, selon les instituts de sondage, de votes pour le candidat socialiste. C'était le seul vote ouvrier qui s'exprimait pour Hollande et non pour Marine Le Pen, etc. On considère que c'est un électorat qui pèse probablement entre 5 et 10 % de la population. Cette catégorie est en effet difficile à quantifier, car ce n'est pas parce que l'on s'appelle Fatima que l'on se définit comme musulmane. Ce vote peut de façon plus objective être appelé "le

vote des enfants de l'immigration issus des quartiers populaires", c'est moins joli que vote musulman, c'est vrai, ça fait moins image, mais c'est plus précis. Ce vote n'existe significativement que depuis le lendemain des émeutes de 2005. C'est un peu un retour du refoulé de l'échec de la participation politique de la "Marche des Beurs" de 83.

Quelle lecture avez-vous de l'enchaînement de ces événements ? Dans votre livre, vous parlez de manifestations de la France algérienne...

La Marche des Beurs, c'est officiellement une marche de protestation contre les bavures policières et les exactions contre les enfants d'immigrés. Bien sûr, cet élément est vrai. Mais si on le regarde rétrospectivement, on voit que cela intervient à un moment très particulier. 1983, c'est vingt et un ans après l'indépendance algérienne. Les enfants nés en France de parents nés en Algérie dans les départements français d'avant 1962 ont alors 20 ans. Leurs parents qui avaient sympathisé avec le FLN refusaient de les déclarer comme français. Ces enfants étaient donc français mais avec



"Passion française : les voix des cités", par Gilles Kepel, éditions Gallimard, 2014, 18,90 €.

des cartes de résident. Etre français, c'était vécu comme une trahison. La marche de ces jeunes, dont les plus emblématiques étaient d'origine algérienne, était une manière de dire aux parents : "Nous ne sommes pas de nouveaux harkis. On va lutter pour nos droits. On n'est pas de nouveau dans une situation coloniale." Le cortège a alors parcouru les principales places fortes algériennes, des quartiers Nord de Marseille aux Minguettes, en passant par Roubaix pour arriver à Paris. Et les marcheurs sont allés présenter leurs doléances à qui ? François Mitterrand, président de la République française – ex-ministre de l'Intérieur de la



guerre d'Algérie pour lequel il n'y avait qu'une seule négociation avec le FLN : la guerre. Il reçoit les enfants du FLN, mais négocie de telle façon que les revendications identitaires et la demande de participation politique vont être folklorisées. Ça sera SOS Racisme, qui va diluer les "Beurs" dans le chaudron du "melting-potes" pour éviter l'identification arabe au conflit palestinien. Ensuite, les années 80 et 90 seront celle de la désespérance de cette génération, qui ne s'insère pas dans le politique et reste marginalisée dans le tissu associatif.

Et dans les instances religieuses...

C'est à travers les instances religieuses – représentatives de l'islam – que se fait, en effet, la compensation politique à l'absence de ces jeunes et moins jeunes dans les assemblées élues de la République. C'est-à-dire le Corif (*Conseil de réflexion sur l'islam de France*, ndlr) de Joxe, l'Istichara de Chevènement et le CFCM (*Conseil français du culte musulman*, ndlr) de

Sarkozy... Et en fait, très vite, ce sont les Frères musulmans qui s'en emparent. Les Etats restent présents, mais leurs représentants sont très peu sophistiqués, ce sont des vieux notables ou des agents de renseignement alors que les Frères, eux, qui ne sont pas les enfants des darons mais des blédards qui viennent d'Algérie, du Maroc et de Tunisie surtout, pour faire leurs études ici, vont s'emparer de ces instances représentatives et "frériser" cette population.

Ces instances ne vont-elles pas se franciser à un moment ?

C'est en 1989 que se fait la rupture, lorsque l'UOIF passe de l'islam en France à l'islam de France. Jusque-là, on ne s'identifie pas à la France parce que ça fait colonial. 1989, c'est Mitterrand II. Plus tard, en 2003, Sarkozy ira même au congrès de l'UOIF en "ami". Il voit dans ces instances de l'islam de France l'occasion de séduire un électorat qu'il estime idéologiquement conservateur, pour créer un vote mu-

"2008 marque un tournant, avec une présence très significative des enfants de l'immigration dans les conseils municipaux"

sulman de droite qui ferait pièce à ce qu'était SOS Racisme autrefois. Mais ça ne marche pas à cause des émeutes de 2005. Il est alors ministre de l'Intérieur, il joue une politique extrêmement sécuritaire et voit là s'offrir à lui quelque chose de beaucoup plus rémunérateur en termes électoraux que l'aléatoire électorat musulman : l'extrême droite terrorisée par les émeutes. Il réussira d'ailleurs à siphonner très significativement cet électorat pour son élection de 2007. D'autant plus qu'entre-temps, les émeutes ont changé la donne, puisqu'après 2005, notamment à Clichy-Montfermeil, les associations plutôt engagées à gauche vont se mobiliser, comme AC Le feu avec son tour de France, pour appeler à l'inscription massive sur les listes électorales.

Ce vote est alors acquis à la gauche ?

Oui et en 2007, il y a un vote massif pour Ségolène Royal dans les quartiers populaires, qui n'est pas un vote musulman en tant que tel mais un vote des jeunes des quartiers populaires. Mais c'est en 2008 que va se produire concrètement la traduction politique, avec une présence très significative des enfants de l'immigration, qui se trouvent être musulmans, dans les conseils municipaux. Parce que c'est leur lieu de proximité dans les villes populaires et aussi parce que les élus ont la hantise des émeutes de 2005. Plutôt que d'aller chercher des grands frères associatifs, ils prennent des conseillers municipaux pour servir de relais dans les quartiers. Et effectivement, il n'y a pas eu d'émeutes depuis. C'est sans doute une des raisons, mais pas la seule bien sûr. En majorité, ce sont des élus de gauche, écolos notamment, mais il y en a dans tous les partis parce que sur les listes municipales, il faut beaucoup de monde.

Mais c'est aux législatives de 2012 que le phénomène va devenir conséquent : c'est ce que j'ai présenté dans *Passion française*.

Pourquoi vous êtes-vous penché sur ces candidats et quels sont leurs profils ?

Tout de suite, je remarque un nombre très important de candidats au patronyme "musulman". Il y en avait environ 400 sur 6 600, soit environ 8 % – l'équivalent de leur proportion dans la population française. Une demi-douzaine d'entre eux, principalement socialistes, sont entrés à l'Assemblée nationale. Mais ceci est tout de même significatif: il n'y en avait aucun avant ou très peu (en 1962, à la fin de la guerre d'Algérie, il y avait 49 députés musulmans à la Chambre, mais cela n'avait pas la même signification). J'ai voulu savoir qui ils étaient. Certains sont donc issus des partis, mais la plupart sont des petits candidats provenant du milieu associatif ou religieux. Contrairement à l'idée reçue qu'ils sont tous de gauche, je découvre toutes sortes de sensibilités, de l'extrême gauche à l'extrême droite. Ces candidats d'origine maghrébine ont un discours très marqué par la socialisation à gauche: l'exclusion, la demande d'Etat, l'aide sociale, les subventions mais avec d'autres choses plus étonnantes, comme Samia Ghali, dont le discours est très ambigu. L'obsession compréhensible de la toxicomanie fait qu'elle demande des recours à des méthodes fortes pour lesquelles dans le fond l'extrême droite peut assez bien se reconnaître...

Les questions sociales ne sont donc plus leur alpha et omega ?

Il y a deux choses très intéressantes: d'une part l'irruption des enjeux moraux et d'autre part la différenciation sociale. On a ainsi vu plus tard, à la Manif pour tous, la présence d'associations islamiques et l'insistance d'un très grand nombre de leaders musulmans sur l'interdit supposé de l'islam concernant l'homosexualité. Se renforce ainsi un clivage moral qui va paradoxalement réaliser le rêve de Sarkozy de 2003 d'avoir un monde musulman qui va à droite.

Qu'est-ce qui est le plus significatif: le basculement à droite lors des municipales ou l'abstention ?

Les musulmans se sont massivement abstenus. Mais dans un certain nombre de situations, on peut consta-



ter que le facteur islamique a été une force d'appui au basculement à droite, par exemple à Livry-Gargan, Bobigny ou Aulnay-sous-Bois, où l'UAM 93 (*Union des associations musulmanes de Seine-Saint-Denis, ndlr*) et d'autres ont mobilisé contre les municipalités communistes, accusées d'être anti-mosquée et islamophobes. Cela a permis à de jeunes activistes liés à des réseaux de mosquées et au nouveau monde entrepreneurial – dans le halal notamment – ayant des valeurs de droite d'avoir accès à des ressources qui ne leur étaient pas accessibles autrefois.

Qu'est-ce que dit la séquence actuelle: est-ce que l'on va vers un éclatement de cette communauté imaginaire ou au contraire vers la cristallisation d'un vote musulman ?

“Aujourd'hui des acteurs se mobilisent pour utiliser au maximum la ressource de la lutte contre l'islamophobie pour créer un vote réactif”

Le vote musulman n'a jamais été unique, mais aujourd'hui des acteurs se mobilisent pour utiliser au maximum la ressource de la lutte contre l'islamophobie pour créer un vote réactif. Pour l'instant, ce vote n'est pas structuré et il est en différenciation. Mais dans tous les cas, cela pose la question de savoir quelles sont les élites politiques de cette population. Aujourd'hui, parmi les élus, vous avez des gens très différents. Malek Boutih joue un jeu non-communautaire, la dimension religieuse ne l'intéresse absolument pas. Razzy Hammadi, pourtant battu à plate couture à Montreuil avec l'UAM 93 fortement contre lui, avait une sensibilité beaucoup plus nette de ce côté-là. Donc oui, indéniablement, c'est devenu un enjeu ! ■